

Commission Europe

Compte-rendu de la réunion du mardi 20 mars 2018

Christophe ROUILLON, président de la commission Europe de l'AMF, maire de Coulaines (72), accueille les participants et ouvre la réunion en faisant un rapide retour sur l'Atelier Europe du dernier Congrès. Il souligne la forte participation et mobilisation des élus ainsi que le haut niveau politique des intervenants, notamment le commissaire aux Affaires économiques Pierre Moscovici et le président du Comité européen des Régions Karl-Heinz LAMBERTZ. La technicité des intervenants a permis d'avoir un échange dense et complet avec la salle dans un contexte de réforme importante de l'UE. L'absence de la ministre chargée des affaires européennes a été regrettée.

↳ Retours sur le rendez-vous de l'AMF avec la ministre en charge des affaires européennes, Nathalie LOISEAU, le 28 février 2018

Christophe ROUILLON a ensuite rendu compte du rendez-vous de l'AMF avec la ministre en charge des Affaires européennes, Nathalie LOISEAU le 28 février dernier. Deux points ont été abordés lors de cette entrevue : l'avenir de la politique de cohésion et les consultations citoyennes.

- Avenir de la politique de cohésion

A cette occasion, et suite aux trois scénarii présentés par la Commission européenne fin février, l'AMF a exprimé son inquiétude de voir le budget de la politique de cohésion diminué et a signifié qu'un équilibre devait être trouvé pour l'ensemble des territoires et régions afin que **toutes les communes puissent continuer à prétendre aux fonds structurels**. Nous entrons en effet dans une période dense avec la présentation de la proposition de la Commission européenne sur le futur budget le 2 mai prochain pour une présentation du budget final négocié avant les élections européennes de 2019. Il faut donc se faire entendre afin que les fonds ne bénéficient pas uniquement aux régions les moins développées et réussir à débloquer de nouvelles ressources afin de répondre aux nouvelles priorités de l'Europe, tout en continuant de financer l'essence même de l'UE, l'égalité des territoires.

L'AMF doit ainsi pouvoir dialoguer avec les autorités françaises afin de rendre compte de l'effet de levier des cofinancements de l'UE et de leur importance sur la croissance française. En effet, ils bénéficient aux entreprises implantées dans les autres États membres. A ce propos, la ministre nous a affirmé que le gouvernement français n'avait pas l'intention de négocier une diminution des moyens accordés à la politique de cohésion afin que tous les territoires français continuent à être éligibles aux fonds européens pour lutter notamment contre les déséquilibres interrégionaux.

Un large débat entre les participants à la Commission Europe s'est alors ouvert afin de présenter des pistes pour les prochaines échéances, notamment en vue de la Conférence nationale des Territoires de juin prochain. De nombreux fonds sont ainsi toujours en attente et pèsent sur les fonds de fonctionnement des communes. **Une simplification des procédures est alors demandée.** En effet, Jacques GILET, maire de Champignelles (89), souligne le fait qu'il est difficile de parler d'Europe en France et auprès des citoyens avec le sur-contrôle administratif qui pèse, et qui rend pour la majorité de nos collègues une impression d'inaccessibilité des fonds.

Jean-Luc AIGOIN, conseiller municipal de Saint-Jean-de-Serre (30), est revenu sur la place que peut avoir l'intercommunalité dans la gestion des fonds. Il est important que les communes puissent toujours avoir la possibilité de postuler directement mais les compétences administratives des intercommunalités peuvent être une aide dans ce domaine.

L'utilisation des différents champs d'application du FEDER sont un atout pour le maintien de la politique de cohésion. En effet, il contient un volet sur la prévention des attaques terroristes en milieu urbain. Le constat est le même en ce qui concerne la revitalisation des centres villes.

Le bloc communal doit se saisir de cette question et les partenaires allemands doivent être associés.

- Consultations citoyennes

Le deuxième point abordé lors du rendez-vous avec la ministre était celui des consultations citoyennes. Suite au Conseil des ministres du 14 mars, le dossier de presse avec les modalités et les contacts est disponible et a été remis aux participants. Le principe est de lancer des débats dans tous les territoires, notamment dans les petites communes. Les débats devront être pluralistes et restitués afin que le Conseil européen de décembre 2018 s'en saisisse. Les consultations se dérouleront d'avril à octobre prochain.

Un système de labellisation est mis en place pour les communes qui se porteront candidates. Une équipe interministérielle dédiée a été constituée et centralise les demandes à l'adresse suivante : consultations.citoyennes@diplomatie.gouv.fr. L'information et le dossier de presse seront transmis aux directeurs d'associations départementales.

Rosa MACEIRA DUMOULIN, conseillère municipale d'Antony (92), propose d'associer d'autres communes voisines afin de fédérer davantage les différents élus autour d'initiatives communes. Cette idée est reprise par Pascal HUREAU, adjoint au maire de Montrouge (92), qui souligne l'importance d'aller au-delà de Paris.

↪ **Intervention de Michaël MOGLIA, président de LIKE, le réseau des villes et régions européennes pour la culture**



Michaël MOGLIA, président de LIKE, présente ce réseau qui s'engage dans le développement des politiques culturelles en Europe et fédère au sein de son réseau de nombreux(ses) élu(e)s issu(e)s des différents niveaux de collectivités territoriales aux côtés d'un grand nombre de structures culturelles. Cette association œuvre à la construction d'une Europe de la culture par les territoires. Elle regroupe ainsi une centaine d'adhérents sur 23 pays de la Grande Europe.

Pour répondre à la question de Rosa MACIEIRA DUMOULIN concernant la mise en relation avec le réseau LIKE, il y a deux moyens : soit les collectivités font directement appel à lui, soit le réseau vient vers elles directement, notamment lors d'événements où elles sont présentes et mettent ainsi en réseau les collectivités à travers l'Europe. En effet, en ce qui concerne l'Europe, l'impression la plus courante est celle d'une addition de particularisme alors que l'expérience sur le terrain montre que les problématiques culturelles sont les mêmes en France qu'en Espagne ou en Suède par exemple. Pour l'année 2019, un grand chantier sera mené avec la mairie de Blois sur la façon de repenser, retravailler les jumelages par la culture.

En 2018, LIKE été présent lors du rendez-vous de Leeds les 7-9 mars autour des nouveaux moyens de financement de la culture. Deux événements majeurs se tiendront d'ici la fin de l'année :

- La rencontre de Paris du 20 au 22 juin à Paris : « La culture est-elle un projet citoyen, politique et européen ? »
- Le rendez-vous d'Arad (Roumanie) les 4 et 5 octobre.

↵ **Intervention d'Hermano SANCHES-RUIVO sur la Conférence nationale du samedi 12 mai dans le cadre de la Fête de l'Europe à la Mairie de Paris**



Hermano SANCHES-RUIVO, conseiller de Paris, a présenté la Conférence nationale de la Fête de l'Europe et a invité les membres de la Commission Europe à participer à cet événement.

L'objectif de la conférence nationale « l'Europe dans ma commune » qui se tiendra à l'occasion de la Fête de l'Europe du 7 au 13 mai à Paris est de réunir 250 maires et élus afin d'échanger autour de projets européens menés par des communes partout en France, et ayant pour thème la citoyenneté européenne.

Une Charte d'« engagements des maires et des élus quant à la promotion des valeurs européennes » est disponible à la signature avant et pendant l'événement et sera remise au premier vice-président de la Commission européenne Frans TIMMERMANS. Pour tous renseignements complémentaires et pour participer à l'événement :

https://teleservices.paris.fr/k10/jsp/site/Portal.jsp?page=form&id_form=198 et europedansmacommune@paris.fr.

C'est en effet au travers d'exemples concrets de réussite de projets européens qu'il faut communiquer et sensibiliser les citoyens en vue des prochaines élections européennes.

Plusieurs participants ont montré leur intérêt pour cette initiative et ont décrit leurs initiatives pour promouvoir l'Europe dans leurs communes. Ainsi, Jean-Luc AIGOIN, conseiller municipal de Saint-Jean-de-Serre (30), a évoqué le projet Comenius, qui permet de réaliser des échanges européens de la maternelle au secondaire. C'est à travers les enfants et leurs parents que l'on transmet l'intérêt pour l'Europe.

↳ **Compte rendu des travaux des membres du Comité européen des Régions**

Suite à l'inquiétude croissante et manifeste des impacts du Brexit pour les collectivités, un intergroupe a été créé au sein du Comité européen des Régions. Les premières réunions débutent. Ce point a suscité l'intérêt des participants à la Commission et notamment la question de la nationalité comme conditions d'accès aux prochaines élections municipales. De nombreuses communes vont se retrouver face à cette situation.

Parallèlement à l'intergroupe Brexit, un comité « subsidiarité » a été créé avec des représentants des différentes institutions, dont le CdR afin d'étudier ce qui va revenir aux territoires et aux Etats, afin de conserver pour les collectivités territoriales le plus de compétences possibles (selon le principe de subsidiarité).

Lister rapidement quelques avis importants, notamment celui sur les fonds européens de Défense et celui de Barnier.

↳ **Questions diverses**

La question du suivi de l'assimilation et de la relocalisation des réfugiés dans les communes rurales a été posée. Un bilan des politiques d'intégration serait intéressant à présenter. Le rôle de la coopération décentralisée, notamment dans les domaines de l'eau, la gestion des déchets et l'énergie a été unanimement souligné.

Yves PHILIPOT, maire de Laignelet (35), a présenté son projet de sentier européen : la réflexion est partie avec l'école communale : affiche présentant une plantation d'arbre de chaque Etats Membres, en partant de la mairie. Les enfants doivent retrouver le drapeau de chaque EM sur les affiches... avec chaque vague d'élargissement. Cela permet aux enfants de suivre l'évolution de l'arbre qu'ils ont eux-mêmes planté et faire la balade complète.

En vue du prochain congrès, un recensement des initiatives de ce type serait intéressant afin de mettre en valeur ces actions au plus près des citoyens. L'exemple de l'AD 35 est à ce titre très pertinent et concerne les projets éducatifs européens afin d'en faire un recueil et de l'utiliser en plan de communication.

LISTE DES PARTICIPANTS

Christophe ROUILLON, président de la Commission Europe de l'AMF, vice-président de l'AMF, maire de Coulaines, vice-président de la CU Le Mans Métropole (72), membre du Comité européen des Régions

Membres de la Commission :

Jean-Luc AIGOIN, conseiller municipal de Saint-Jean-de-Serres (30)

Yves d'AMÉCOURT, maire de Sauveterre-de-Guyenne, président de la CC Rurales de l'Entre-Deux-Mers (33)

Nadine BELLURROT, membre du Comité directeur de l'AMF, maire de Reuilly, conseillère de la CC du Pays d'Issoudun (36)

Jean-Pierre GANDOIS, maire de Crots, vice-président de la CC de Serre-Ponçon (05)

Jacques GILET, maire de Champignelles (89)

Jean-Louis GRIMAL, maire de Curan, vice-président de la CC de Lévézou-Pareloup, président de l'ADM Aveyron

Pascal HUREAU, adjoint au maire de Montrouge (92)

Olivier LECONTE, maire d'Ouille l'Abbaye, délégué de la CC Plateau de Caux Doudeville Yerville (76)

Rosa MACIEIRA DUMOULIN, conseillère municipale déléguée aux Affaires européennes d'Antony (92)

Isabelle MAILLARD, directrice de l'AMF Ille-et-Vilaine

Jean-François MAYER, maire d'Hattenville, conseiller de la CA Caux Vallée de Seine, vice-président de l'ADM Seine-Maritime

Martine MOUSSERION, maire d'Anché, vice-présidente de la CC du Civraisien en Poitou, secrétaire de l'ADM Vienne

André PHILIPOT, maire de Laignelet (35)

Hermano SANCHES RUIVO, conseiller de Paris délégué à l'Europe

Intervenant :

Michaël MOGLIA, président de LIKE, réseau des villes et régions européennes pour la culture

AMF :

Pauline TIVELET, chargée de mission Europe et international